

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

Année 1903

V

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le mercredi 28 octobre 1903, à 1 heure

PAR

Georges LAURENT

LA LOI ROUSSEL

Ses Résultats, ses Améliorations

Président : M. GAUCHER, Professeur.

LANDOUZY, Professeur.

Juges : MM. TEISSIER, Agrégé.

BESANÇON, Agrégé.

Le Candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical

PARIS

A. MALOINE ÉDITEUR

25-27, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 25-27

1903

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

Doyen

Professeurs

Anatomie

Physiologie

Physique médicale

Chimie organique et chimie minérale

Histoire naturelle médicale

Pathologie et thérapeutique générales

Pathologie médicale

Pathologie chirurgicale

Anatomie pathologique

Histologie

Opérations et appareils

Pharmacologie et matière médicale

Thérapeutique

Hygiène

Médecine légale

Histoire de la médecine et de la chirurgie

Pathologie comparée et expérimentale

Clinique médicale

Maladies des enfants

Clinique de pathol. mentale et des maladies de l'encéphale

Clinique des maladies cutanées et syphilitiques

Clinique des maladies du système nerveux

Clinique chirurgicale

Clinique ophtalmologique

Clinique des maladies des voies urinaires

Clinique d'accouchements

Clinique gynécologique

Clinique chirurgicale infantile

M. DEBOVE.
MM.
POIRIER.
CH. RICHET.
GARIEL.
GAUTIER.
BLANCHARD
BOUCHARD.
HUTINEL.
BRISAUD.
LANNELONGUE
CORNIL.
MATHIAS DUVAL
BERGER.
POUCHET.
GILBERT.
PROUST.
BROUARD.
DEJERINE
CHANTEMESSE
LANDOUZY
HAYEM
DIEULAFOY
DEBOVE
GRANCHER.
JOFFROY.
GAUCHER
RAYMONI
TERRIER
DUPLAY.
LE DENTU
TILLAUX
DE LAPERSONNE.
GUYON
PINARD
BUDIN.
POZZI.
KIRMISSON

Agrégés en exercice.

MM.	MM.	MM.	MM.
ACHARD.	FAURE.	LEGRY.	RIEFFEL (chef de
AUVRAY.	GILLES DE LA	LEGUEU.	Travaux anatomiques)
BEZANÇON.	TOURETTE.	LEPAGE.	TEISSIER.
BONNAIRE.	GOSSET.	MAUCLAIRE.	THIERY.
BROCA Auguste.	GOUGET.	MARION.	THIROLOIX.
BROCA Andre.	GUIART.	MERY.	THOINOT.
CHASSEVANT.	HARTMANN.	POTOCKI.	VAQUEZ.
JUNEO.	JEANSELME.	RENON.	WALLICH.
DEMELIN.	LANGLOIS.	REMY.	WALTHER.
DESGREZ.	LAUNOIS.	RICHAUD.	WIDAL.
DUPRE.			WURTZ.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans ses dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend en donner aucune approbation ni improbation.

A MA GRAND'MÈRE

A MA FEMME

A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MON BEAU-PÈRE

A MON MAÎTRE ET PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR GAUCHER

Professeur de clinique des maladies cutanées et syphilitiques
à l'hôpital Saint-Louis,
Chevalier de la Légion d'honneur.

AVANT-PROPOS

Qu'il nous soit permis, au moment de terminer nos études médicales à la Faculté de Médecine de Paris, d'adresser ici tous nos sincères remerciements à tous nos maîtres qui ont bien voulu nous faire profiter de leur science et du résultat de leur travail de chaque jour. C'est à eux, en effet, que nous sommes redevable de tout ce que nous possédons en fait d'éducation et d'instruction médicales.

Ces remerciements s'adressent particulièrement :

A M. le professeur agrégé Reclus, chez qui nous avons accompli notre stage chirurgical et qui nous a toujours accueilli avec tant de bienveillance.

A M. le docteur Champetier de Ribes, qui, pendant notre stage obstétrical, nous enseigna cette branche si importante de l'art médical.

A Messieurs les Professeurs Dieulafoy, Landouzy,

Tillaux et Le Dentu, dont nous avons suivi assidûment et avec bonheur les magistrales leçons.

A Monsieur le Professeur agrégé Dupré, qui fut toujours si aimable avec nous.

A notre maître et parent, le docteur Demoulin, chirurgien des hôpitaux, qui nous a tant prodigué ses bons conseils, et auquel nous serons toujours reconnaissant de l'enseignement qu'il nous a donné et de l'intérêt qu'il n'a cessé de nous porter.

A Monsieur le Professeur Pinard, qui nous a appris tant de choses et donné ses idées si excellentes que nous tâcherons de vulgariser autant qu'il sera en notre pouvoir.

A Monsieur le Professeur Gaucher, dans le service duquel nous avons fait notre stage de médecine, et qui nous a fait profiter de ses belles leçons sur les maladies cutanées à l'hôpital Saint-Louis et a, de plus, bien voulu accepter la présidence de notre thèse.

A notre père enfin, qui, en qualité de médecin inspecteur de la Protection du premier âge du canton de Saint-Saulge (Nièvre), nous a inspiré cette thèse, et nous a mis à même d'étudier plus profondément cette grande question, dont il s'est lui-même déjà si occupé, ce qui lui a valu, en 1902, la médaille d'or de la Société Protectrice de l'Enfance.

DIVISION

Le problème de la dépopulation en France est, à juste titre, une des questions à l'ordre du jour. Aussi, législateurs, médecins, hygiénistes, publicistes, romanciers se sont-ils consacrés à cette étude ces dernières années, et ont-ils proposé des mesures, les unes excellentes et rationnelles, certaines plus ou moins pratiques et, par suite, d'une efficacité très restreinte.

Loin de nous la pensée de blâmer ces efforts, mais ne semble-t-il pas que, s'il est juste de prendre des mesures pour augmenter le nombre des naissances, il est du moins aussi utile de faire tout notre possible pour conserver les enfants que nous avons ?

Tel est le but de la loi du 23 décembre 1874, loi tutélaire par excellence, et appelée justement depuis, loi Roussel, du nom de son auteur, l'éminent philanthrope.

Cette loi, dans ses détails n'est guère connue dans le monde médical que de ceux qui sont chargés d'en surveiller l'application, des médecins inspecteurs de la Pro-

tection du premier âge, et de ceux qui, par leurs fonctions, ont été appelés à l'étudier pour donner leur avis sur les améliorations qui peuvent y être introduites.

Il nous a donc paru intéressant de prendre comme sujet de notre thèse l'examen de cette loi, d'en apprécier les résultats qu'elle a produits, et enfin d'énumérer quelques améliorations qu'il nous a paru utile d'y apporter. Non pas que nous ayons la prétention de présenter des choses toutes nouvelles, mais nous avons essayé de faire un travail d'ensemble, permettant facilement de se rendre compte de l'état actuel de cette question, humanitaire au premier chef.

Examen résumé

de la loi du 23 décembre 1874

L'Article premier spécifie que tout enfant âgé de moins de 2 ans, placé, moyennant salaire, en nourrice, sevrage ou garde, hors du domicile des parents, devient par ce fait l'objet d'une surveillance de l'autorité publique, ayant pour but de protéger sa vie et sa santé.

Dans l'*Art. 2*, cette surveillance est confiée dans le département de la Seine au préfet de police, dans les départements aux préfets.

Ces fonctionnaires sont assistés d'un conseil, ayant pour mission d'étudier et de proposer les mesures à prendre, et composé de deux membres du conseil général — dans le département de la Seine du Directeur de l'Assistance publique — dans les départements de l'Inspecteur du service des Enfants assistés départemental.

Ce conseil comprend en outre les membres nommés par le préfet et choisis parmi les médecins d'hygiène publique, les administrateurs de sociétés qui s'occupent de l'enfance, et les administrateurs d'hospices.

Par un arrêté du préfet, des commissions locales peuvent être instituées, après avis du comité départemental, dans les parties du département où l'utilité en sera reconnue, pour concourir à l'application des mesures de protection des enfants et surveillance des nourrices et gardeuses d'enfants. Deux mères de famille font partie de chaque commission locale. Toutes ces fonctions sont gratuites.

L'Art. 3 concerne le comité supérieur de protection des enfants du premier âge près le ministère de l'intérieur, centralisation, statistique, rapports généraux.

L'Art. 4 dit que la statistique détaillée est assurée par les soins du ministre de l'intérieur.

D'après *l'art. 5*, dans les départements où l'utilité d'établir une inspection médicale des enfants en nourrice est reconnue par le ministre, le comité supérieur consulté, le préfet du département nomme un ou plusieurs médecins chargés de cette inspection.

Art. 6. — Sont soumis à la surveillance instituée par la présente loi : toute personne ayant un nourrisson, ou

un ou plusieurs enfants en sevrage ou en garde placés chez elle *moyennant salaire* ; les bureaux de placement et tous les intermédiaires qui s'emploient au placement des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde. Pénalité (5 à 15 francs d'amende) à toute personne qui refuse de recevoir le médecin inspecteur, le maire de la commune, ou toute autre personne déléguée ou autorisée en vertu de la présente loi.

Art. 7. — Toute personne qui place un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde, *moyennant salaire*, est tenue, sous les peines édictées à l'article 346 du Code Pénal, d'en faire la déclaration à la mairie de la commune où a été faite la déclaration de naissance de l'enfant, ou à la mairie de la résidence actuelle du déclarant, en indiquant, dans ce cas, le lieu de naissance de l'enfant, et de remettre à la nourrice ou gardeuse un bulletin contenant un extrait de naissance de l'enfant qui lui est confié.

Art. 8. — Toute personne qui veut se procurer un nourrisson, ou un ou plusieurs enfants en sevrage ou en garde, est tenue de se munir *préalablement* de certificats exigés par les règlements pour indiquer son état civil et justifier de son aptitude à nourrir un enfant, ou à recevoir des enfants en sevrage ou en garde.

Toute personne qui veut se placer comme nourrice sur lieu est tenue de se munir d'un certificat du maire de sa résidence, indiquant si son dernier enfant est vivant, et qu'il est âgé de *sept mois révolus*, ou, s'il n'a pas atteint cet âge, qu'il est allaité par une autre femme remplissant les conditions déterminées par le règlement

d'administration publique, prescrit par l'article 12 de la présente loi. Toute déclaration fausse, ou énonciation reconnue fausse dans lesdits certificats, entraîne l'application aux certificateurs des peines portées à l'article 153 du Code Pénal.

Art. 9. — Toute personne qui a reçu chez elle, moyennant salaire, un nourrisson ou un enfant en sevrage ou en garde, est tenue, sous les peines portées à l'article 346 du Code Pénal :

1° D'en faire la déclaration à la mairie de la commune de son domicile dans les trois jours de l'arrivée de l'enfant, et de remettre le bulletin mentionné à l'article 7 ;

2° De faire, en cas de changement de résidence, la même déclaration à la mairie de sa nouvelle résidence ;

3° De déclarer, dans le même délai, le retrait de l'enfant par ses parents, ou la remise de cet enfant à une autre personne, pour quelque cause que cette remise ait lieu ;

4° En cas de décès de l'enfant, de déclarer ce décès dans les 24 heures.

Après avoir inscrit ces déclarations au registre mentionné à l'article suivant, le maire en donne avis, dans le délai de trois jours, au maire de la commune où a été faite la déclaration prescrite par l'article 7.

Le maire de cette dernière commune donne avis, dans le même délai, des déclarations prescrites par les n^{os} 2, 3 et 4 ci-dessus, aux auteurs de la déclaration de mise en nourrice, sevrage ou garde.

Art. 10. — Registre des déclarations tenu dans les mairies, coté, paraphé par le juge de paix, rapport an-

nuel de ce magistrat au procureur de la République. Responsabilité du maire, passible des peines de l'article 50 du Code civil.

Art. 11. — Cet article concerne les bureaux de placement des nourrices qui doivent être autorisés dans le département de la Seine, et dans les autres départements par le préfet. Pénalité envers ceux qui ne se conforment pas à cette prescription. La même pénalité est applicable à toute sage-femme, à tout autre intermédiaire qui entreprend, sans autorisation, de placer des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde.

Si, par suite de la contravention, ou par suite d'une négligence de la part d'une nourrice ou d'une gardeuse, il en résulte un dommage pour la santé d'un ou de plusieurs enfants, peine de 1 à 5 jours de prison. En cas de décès, les délinquants sont passibles de l'article 319 du Code pénal.

Art. 12. — Un règlement d'administration publique déterminera :

1^o Le mode d'organisation du service de surveillance l'organisation du service de l'inspection médicale, les attributions et les devoirs des médecins inspecteurs, leur traitement, les attributions et les devoirs de toutes les personnes chargées des visites ;

2^o Les obligations imposées aux nourrices, aux directeurs de bureaux de placement, et autres intermédiaires ;

3^o La forme des déclarations, des registres, des certificats des maires et des médecins, et autres pièces exigées par les règlements.

Les préfets peuvent, après avis du comité départemental, prescrire, par un règlement particulier, des dispositions en rapport avec les circonstances et les besoins locaux.

Art. 13. — Pénalités spéciales.

Art. 14. — Privilège des mois de nourrice.

Art. 15. — Répartition de frais de la présente loi entre l'Etat et les départements.

Règlement d'administration publique du 27 février
1877 pour l'exécution de la loi du 23 décembre 1874 sur la
protection des enfants du premier âge (*Résumé*).

TITRE PREMIER

ORGANISATION DU SERVICE

Article premier. — La surveillance instituée par la loi du 23 décembre 1874 en faveur des enfants au-dessous de 2 ans, placés, moyennant salaire, en nourrice, en sevrage ou en garde, hors du domicile de leurs parents, est exercée, sous l'autorité du préfet, assisté du comité départemental, par des commissions locales, par les maires, par des médecins inspecteurs et par l'inspecteur des enfants assistés du département.

PREMIÈRE SECTION : Des commissions locales.

Art. 2. — Les commissions locales instituées conformément à la loi sont présidées par le maire de la commune. Nombre de membres fixés par l'autorité préfectorale. La commission comprend nécessairement deux mères de famille, le curé, et dans les communes où siège un conseil presbytéral ou un consistoire israélite, un délégué de chacun des conseils. Le médecin inspecteur nommé en exécution de l'article 5 de la loi est convoqué aux séances de la commission et a voix consultative.

Art. 3. — Les membres sont nommés et révoqués par le Préfet.

Art. 4. — Particulier à Paris et à Lyon. — Visiteurs rétribués. — Peuvent être nommés dans les autres départements par le Ministre de l'Intérieur, sur la proposition du Préfet.

Art. 5 et 6. — Réunions mensuelles de la Commission locale. — Convocations extraordinaires par le Maire, soit d'office, soit sur la demande d'un des membres ou du médecin inspecteur. — Séances à la mairie.

Art. 7. — Si la Commission juge que la vie ou la santé d'un enfant est compromise, elle peut, après avoir mis en demeure les parents et pris l'avis du médecin inspecteur, retirer l'enfant à la nourrice ou gardeuse et le confier provisoirement à une autre personne. Elle doit, dans les 24 heures, rendre compte de sa décision au Préfet et prévenir de nouveau les parents. En cas de péril imminent, le président de la Commission prend d'urgence et provisoirement les mesures nécessaires ; il doit, dans les 24 heures, informer de sa décision la Commission locale, le médecin inspecteur, le préfet et avertir les parents. Dans les communes où il n'a pas été institué de Commission locale, le maire exerce les pouvoirs confiés à cette Commission par le présent article.

Les mesures prises par les autorités locales sont purement provisoires : le préfet statue.

Art. 8. — La Commission signale au préfet, par un rapport annuel, les nourrices qui mériteraient une mention spéciale, à raison des bons soins qu'elles donnent aux enfants qui leur sont confiés.

SECONDE SECTION : *Médecins Inspecteurs*

Art. 9. — Des médecins inspecteurs, institués conformément à l'article 5 de la loi, sont chargés de visiter les enfants en nourrice, sevrage ou garde, dans leur circonscription.

Art. 10. — Le médecin inspecteur doit se transporter au domicile de la nourrice pour y voir l'enfant dans la huitaine du jour où, en exécution de l'article 24 ci-après, il est prévenu par le maire de l'arrivée de l'enfant dans la commune. Il doit ensuite visiter l'enfant au moins une fois par mois, et à toute réquisition du maire.

Art. 11. — Après chaque visite, le médecin vise le carnet délivré à la nourrice, en exécution de l'article 30 ci-après, et il y inscrit ses observations ; il transmet au maire un bulletin indiquant la date et les résultats de sa visite. Ce bulletin est communiqué à la Commission locale. En cas de décès de l'enfant, il mentionne sur le bulletin la date et les causes du décès.

Art. 12. — Le médecin rend compte immédiatement au maire et au préfet des faits qu'il aurait constatés dans ses visites, et qui mériteraient leur attention. Chaque année, il adresse un rapport sur l'état général de sa circonscription au préfet, qui le communique à l'inspecteur départemental du service des enfants assistés et au Comité départemental.

Art. 13. — Si le médecin reconnaît, soit chez la nourrice, soit chez l'enfant, les symptômes d'une maladie contagieuse, il constate l'état de l'enfant et celui de la nourrice et il peut faire cesser l'allaitement naturel. Dans ce cas, ainsi que quand il constate une grossesse, il informe le maire, qui doit avertir les parents, sans préjudice, s'il y a lieu, des mesures autorisées par l'article 7. Dès que le maire apprend qu'un enfant en nourrice ou en garde dans sa commune est malade et manque de soins médicaux, il prévient le médecin inspecteur de sa circonscription, et, si celui-ci est empêché, il requiert le médecin le moins éloigné de la résidence de l'enfant. Ce dernier doit, si l'enfant succombe, mentionner les causes du décès dans un bulletin spécial, ainsi qu'il est prescrit à l'article 11 pour le médecin inspecteur.

TROISIÈME SECTION : *De l'inspection départementale.*

L'inspecteur du service des Enfants Assistés du département, est chargé, sous la surveillance du préfet, de centraliser tous les documents relatifs à la surveillance instituée par la présente loi. Chaque année, il présente un rapport sur l'exécution du service dans le département, et il rend compte du résultat de ses tournées.

QUATRIÈME SECTION : *Des comités départementaux.*

Membres nommés pour 3 ans. Rééligibles. Réunions mensuelles, etc.

TITRE II

PLACEMENTS.

PREMIÈRE SECTION : *De la déclaration imposée à toute personne qui place un enfant en nourrice, sevrage ou garde, moyennant salaire.*

Art. 20. — Tout officier de l'état-civil, recevant une déclaration de naissance, doit rappeler au déclarant les dispositions édictées par l'article 7 de la loi Roussel.

Art. 21. — La déclaration prescrite par ledit article à toute personne qui place un enfant en nourrice, sevrage ou garde, moyennant salaire, est inscrite sur le registre spécial prévu par l'article 10 de la loi.

Elle est signée par le déclarant.

Elle fait connaître :

1° Les nom, prénoms, sexe, date et lieu de naissance de l'enfant;

2° S'il est baptisé ou non ;

3° Les noms, prénoms et domicile des parents ;

4° Les nom, prénoms et domicile de la nourrice, sevrreuse ou gardeuse, à laquelle l'enfant est confié ;

5° Les conditions du contrat intervenu avec celle-ci.

Art. 22. — Le déclarant doit produire le carnet délivré à la nourrice. Le maire, qui reçoit la déclaration, transcrit sur le carnet de la nourrice les indications portées sous les nos 1. 2. 3. 4, 5 de l'article précédent.

Art. 23. — Si l'enfant est envoyé dans une commune autre que celle où la déclaration est faite, le maire qui reçoit la déclaration en transmet copie dans les 3 jours au maire de la commune où l'enfant doit être conduit.

Art. 24. — Le maire averti, soit par une déclaration faite par les parents, en exécution de l'article 7 de la loi, soit par la nourrice en exécution de l'article 9, qu'un enfant est placé dans sa commune en nourrice, sevrage ou garde, moyennant salaire, doit, dans les 3 jours, transmettre une copie de la déclaration au médecin inspecteur de la circonscription.

SECONDE SECTION : *Des obligations imposées aux nourrices, sevrresses ou gardeuses qui prennent des enfants chez elles moyennant salaire.*

Art. 25. — Il est interdit à toute nourrice d'allaiter un autre enfant que son nourrisson, à moins d'une autorisation spéciale et écrite donnée par le médecin inspecteur, ou, s'il n'existe pas de médecin inspecteur dans le canton, par un docteur en médecine ou par un officier de santé.

Art. 26. — Nulle sevrreuse ou gardeuse ne peut se charger

de plus de deux enfants à la fois, à moins d'une autorisation spéciale et écrite donnée par la commission locale, ou à défaut de commission locale, par le maire.

Art. 27. — Toute femme qui veut prendre chez elle un enfant en nourrice, sevrage ou garde doit préalablement obtenir un certificat du maire de sa commune et un certificat médical. Elle doit en outre se munir du carnet spécifié à l'article 30.

Art. 28. — Le certificat délivré par le maire doit être revêtu du sceau de la mairie, et contenir les indications suivantes :

1^o Nom, prénoms, signalement, domicile et profession de la nourrice, date et lieu de naissance.

2^o Etat-civil de la nourrice, nom, prénoms et profession du mari.

3^o Date de la naissance de son dernier enfant, si cet enfant est vivant.

Ce certificat, en outre, doit spécifier le consentement du mari, la conduite et les moyens d'existence de la nourrice ; la salubrité et la propreté de l'habitation ; garde-feu, berceau ; nourritures antérieures salariées de la nourrice ; si elle a encore les livrets des nourrissons précédents.

Art. 29. — Le certificat médical est délivré par le médecin inspecteur, ou, à défaut de médecin inspecteur habitant la commune, par un autre docteur ou officier de santé. Ce certificat peut être délivré dans la commune où la nourrice vient prendre l'enfant. Visa et législation municipale. Il doit porter que la nourrice remplit les conditions pour élever un enfant, qu'elle n'a ni infirmités ni maladies contagieuses, qu'elle a été vaccinée.

Art. 30. — Le carnet de nourrice est délivré gratuitement. Doit être renouvelé toutes les fois qu'elle change de nourrisson. Ce carnet comprend les divers certificats ou leur copie conforme, un extrait de naissance de l'enfant, la mention de la vaccination, un certificat de décès à remplir, s'il y a lieu, divers autres renseignements d'ordre non médical, et enfin la

mention du médecin inspecteur et de l'inspecteur départemental.

Art. 31. — Mêmes conditions pour les sevrées et gardeuses.

Art. 32. — Obligation de la vaccination du nourrisson dans les 3 premiers mois de son arrivée.

Art. 33. — Interdiction de passer l'enfant à une autre femme, à moins d'autorisation écrite des parents ou du maire, après avis du médecin inspecteur.

Art. 34. — La nourrice qui veut rendre un enfant avant qu'il lui soit réclamé, doit en prévenir le maire.

TROISIÈME SECTION : Des bureaux de nourrices. Des meneurs et meneuses.

Art. 35. — La demande en autorisation d'ouvrir un bureau de nourrices ou d'exercer la profession de placer des enfants en nourrice, sevrage ou garde est adressée au préfet du département où le pétitionnaire est domicilié. Le préfet communique la demande aux préfets des autres départements intéressés et s'assure de la moralité du demandeur. Il fait examiner les locaux affectés aux nourrices et aux enfants, s'il s'agit d'un bureau de placement, ou des voitures affectées au transport des nourrices et des nourrissons, s'il s'agit de meneurs ou de meneuses.

L'arrêté d'autorisation détermine les conditions particulières auxquelles le permissionnaire est astreint dans l'intérêt de la salubrité, des mœurs et de l'ordre public. Ces conditions sont affichées dans les bureaux, ainsi que les prescriptions légales et réglementaires imposées aux directeurs de bureaux et aux meneurs et meneuses, et les peines édictées par l'article 6 de la loi contre ceux qui refuseraient de recevoir les visites des personnes autorisées en vertu de ladite loi. L'autorisation peut toujours être retirée. Dans le cas où l'industrie doit être exercée

dans plusieurs départements, il est donné avis de l'arrêt d'autorisation ou de l'arrêté de retrait aux préfets de tous les départements intéressés.

Art. 36. — Il est interdit aux directeurs des bureaux de nourrices et à leurs agents de s'entretenir pour procurer des nourrissons à des nourrices qui ne seraient pas munies des pièces mentionnées aux articles 27, 28, 29 et 30. Il est défendu aux meneurs et aux meneuses de reconduire des nourrices dans leur commune avec des nourrissons, sans qu'elles soient munies de ces pièces.

Art. 37. — Tenue dans les bureaux d'un registre mentionnant les nom, prénoms et domicile des nourrices et du mari.

Art. 38. — Aucun établissement destiné à recevoir des enfants en nourrice ou en garde ne peut exister sans l'autorisation préfectorale.

TITRE III

REGISTRES

PREMIÈRE SECTION

Dans les mairies, deux registres : un, des déclarations des personnes qui placent un enfant âgé de moins de deux ans ; un autre, des déclarations des personnes qui se chargent des enfants.

SECONDE SECTION

Chez le médecin inspecteur : registre réglementaire contenant les indications suivantes : nom, prénoms, domicile de la

nourrice; dates du certificat du maire, du certificat médical, de la délivrance du carnet, nom et prénoms du nourrisson; date et lieu de naissance, date du placement, genre de nourriture, dates des visites, dates et causes des retraits, dates et causes des décès, observations.

TROISIÈME SECTION

Commissions locales : registre des délibérations; noms et prénoms des nourrices et des enfants, dates des visites. Ce registre est visé par le médecin inspecteur.

Résultats obtenus depuis l'application de la Loi Roussel.

Cette loi n'était peut-être pas tout-à-fait tombée dans l'oubli, mais il faut bien avouer que son application était très imparfaite, et que, de jour en jour, on rendait la main à la fraude. Il a fallu qu'une généreuse campagne, à la tête de laquelle se mirent les hommes les plus éminents et les plus autorisés, se produisit, pour que l'on se décidât à la faire sortir des cartons où elle commençait à jouir d'une douce somnolence.

Nous tous, qui avons à cœur de conserver la vie à ces pauvres petits êtres, nous tous qui songeons à l'avenir de la France, car ces enfants, un jour, seront les défenseurs de la patrie, nous ne saurions trop avoir de reconnaissance envers l'auteur de cette loi bienfaisante, qui n'est pas seulement une loi de nécessité sociale, mais une œuvre patriotique de salut, et envers ces âmes généreuses qui ont su rappeler qu'elle existait, et en exiger l'application.

Mais c'est une règle ici-bas que les réformes ou les

institutions les meilleures trouveront toujours des gens pour les dénigrer et pour nier leur utilité. C'est ce qui est arrivé pour la loi Roussel. Hâtons-nous de dire cependant que ses détracteurs se trouvent surtout parmi ceux qui ne la connaissent qu'imparfaitement, ou certains hommes politiques qui ne visent que la diminution des crédits.

Il a été dit dans des assemblées délibérantes, au sein de quelques conseils généraux, que son efficacité était peu réelle, et que la mortalité des enfants n'avait pas sensiblement diminué. Il n'y a qu'à jeter les yeux sur les statistiques que fournissent tous les ans les inspecteurs départementaux pour voir le mal-fondé de ces allégations. Nous donnerons, par exemple, le pourcentage de la mortalité des Enfants Protégés, durant ces dernières années, dans la Nièvre, le pays nourricier par excellence :

En 1893.....	8,86 0/0
En 1896.....	8,05 »
En 1898.....	8,66 »
En 1899.....	8,60 »
En 1900.....	6,56 »
En 1901.....	5,21 »
En 1902.....	4,90 »

On voit donc, qu'en moins de dix ans, la mortalité a diminué de moitié ! Et les autres départements ont naturellement suivi la même courbe, car nous n'avons pas la prétention que la Loi soit mieux appliquée ici qu'ailleurs.

Et, du reste, comment pourrait-il en être autrement, si on se donne la peine de réfléchir ?

L'enfant protégé sera vu par le médecin inspecteur tous les mois jusqu'à un an, tous les trois mois de un à deux ans, c'est-à-dire pendant la période où sa frêle existence est le plus exposée.

Ce médecin suivra son évolution pas à pas, donnera des conseils, parfois même des ordres aux nourrices, qui l'écouteront, craignant toujours qu'il ne leur fasse retirer leur nourrisson, et il pourra ainsi prévenir un certain nombre d'affections qu'il n'aurait peut-être pas guéries.

Prenons, au contraire, un enfant mis en nourrice, sevrage ou garde chez une femme non salariée et par conséquent ne tombant pas sous le coup de la surveillance instituée par la Loi Roussel, ou plus simplement avant que cette loi protectrice fût décrétée, ou observée d'une façon rigoureuse : le médecin, qui est le conseiller indispensable et le seul qui devrait être écouté, au lieu de s'en rapporter aux avis de la voisine qui a élevé plusieurs enfants, n'entre alors dans la maison (nous avons surtout en vue ce qui se passe d'habitude dans les campagnes) qu'au cas de maladie confirmée, et malheureusement il est souvent trop tard, Mieux vaut prévenir que guérir.

Maintenant, il est bien rare qu'on rencontre le néfaste biberon à tube dans un berceau. Le médecin inspecteur en a tellement fait le procès, et, au besoin, a démontré avec preuves à l'appui le danger de s'en servir, qu'à part quelques vieilles entêtées munies de plusieurs biberons, celui du médecin inspecteur, toujours bien en vue, et

celui de l'enfant, à long tube celui-là, et caché, presque toutes les nourrices y ont renoncé, non seulement pour l'enfant de la Protection, mais pour leur propre progéniture.

Elles ont pu également entrevoir les bienfaits du lait stérilisé, du moins quelques-unes, car il est très difficile de faire admettre cette pratique dans les campagnes, et de plus cette opération demande des soins et une intelligence que beaucoup de nourrices ne peuvent y apporter. Néanmoins, il est certain que, grâce aux médecins inspecteurs, la stérilisation du lait a déjà fait un grand pas. Pour l'encourager, certaines préfectures, comme celle de la Nièvre, ont pris un excellent moyen : la délivrance gratuite de petits appareils stérilisateurs. De plus, on accorde chaque année des récompenses pécuniaires aux femmes signalées par les médecins inspecteurs comme l'ayant pratiquée avec régularité et intelligence. C'est aux médecins inspecteurs de s'adresser aux nourrices les plus capables, et de leur faire comprendre combien légère sera leur peine, en comparaison des résultats obtenus. Et peu à peu les autres suivront leur exemple.

Mais si la pratique de la stérilisation du lait n'est pas généralisée, son ébullition, aussitôt après la traite, est entrée dans les habitudes de presque toutes les maisons, et il faut avouer que c'est déjà un beau résultat qu'ont obtenu les médecins inspecteurs, car que de femmes prétendaient que le lait « bourru » donnait plus de forces à l'enfant !

De même, tous les vieux préjugés qui existent dans

les campagnes tendent à être déracinés, difficilement il est vrai, car on sait avec quelle religion on observait ces règles : faire boire l'enfant dès qu'il crie et toutes les fois qu'il crie, respecter la gourme, qui préserve de la méningite, l'impetigo, parce qu'il faut que l'humeur sorte, etc., etc. Heureusement, le médecin, en pénétrant plus souvent dans les familles, voit ce qui s'y passe, et s'élève avec force contre ces absurdités, et, au besoin, ordonne de les laisser de côté, ce qui se fait sans trop de difficultés, excepté cependant chez les vieilles grand'mères, qui sont imbuës de ces axiomes stupides, et sont bien décidées à ne pas les abandonner. Mais comme ces dernières sont presque toujours dites « non salariées », elles échappent à la loi.

Mais le vieux préjugé contre lequel le médecin inspecteur a le plus de mal, c'est sans contredit celui qui consiste à croire qu'il faut donner des aliments solides à un enfant le plus tôt possible, afin de lui éviter les coliques ! Et Dieu sait si cela est en honneur à la campagne !

C'est ainsi qu'il nous est arrivé, alors que nous remplaçons notre père, de faire avouer à plusieurs femmes qu'elles ne se contentaient pas de l'alimentation lactée pour leur nourrisson, qui était trop faible, disaient-elles, et ne grossissait pas assez vite, et qu'alors elles lui donnaient de la panade, et il faut ajouter que ce qu'elles appellent panade consiste en une grosse soupe épaisse où le pain est écrasé.

Ce préjugé est tellement enraciné chez les campagnards que le médecin inspecteur s'y butte souvent, mais c'est

à lui de démontrer l'inanité et le danger de ces pratiques, d'y revenir sans cesse, de faire toucher les manifestations évidentes qui se produisent à chaque instant, et, au besoin, de faire retirer le nourrisson, si la femme s'entête à ne pas vouloir changer ses habitudes. Et dans la plupart de ces cas, son insistance est couronnée de succès.

Un grand progrès s'est réalisé en ce qui concerne les bains qu'on est parvenu à faire donner assez couramment dans quelques maisons, alors qu'il y a encore peu d'années, on n'en usait que comme moyen thérapeutique, et Dieu sait s'il était difficile de les faire accepter.

L'antisepsie a fait son apparition sous forme d'acide borique ; les coupages du lait n'ont plus lieu qu'avec de l'eau bouillie.

Les nourrices se sont décidées à ne plus faire coucher avec elles le petit enfant, habitude qui était encore si répandue à la campagne.

Elles se sont accoutumées également à ne plus faire garder le maillot aussi longtemps, ce maillot si serré que le pauvre petit ressemblait bien plus à une momie égyptienne qu'à un être vivant !

De même, on est parvenu à faire peser les enfants assez régulièrement, malgré cette vieille maxime : que cela leur porte malheur ; les nourrices ont compris que c'était là le meilleur critérium de la santé. Il arrive même que beaucoup d'entre elles, curieuses du résultat obtenu pendant le mois, attendent avec une certaine impatience la nouvelle pesée, afin d'en transmettre le résultat aux

parents, pour leur montrer qu'elles prennent bien soin de leur enfant.

Nous ajouterons même une chose : c'est que les bons effets de la Loi Roussel se font sentir jusque sur les enfants non protégés. Quand une femme a constaté sur son nourrisson les bienfaits des conseils et des prescriptions qui lui ont été donnés par le médecin inspecteur, elle n'hésite pas à les appliquer à ses propres enfants. De plus, lors des visites médicales, si l'enfant de la maison est indisposé, on le montre au médecin, alors qu'on ne l'aurait jamais fait venir, craignant la dépense d'un voyage pour une chose qui n'en valait certainement pas la peine, selon la nourrice.

Pour nous résumer, avec le médecin inspecteur, les règles d'hygiène sont entrées dans les chaumières, et à cause d'elles, la mortalité infantile a diminué. Quand on pense qu'en 1860, cette mortalité était de 60 % et que maintenant elle est descendue aux environs de 12 % ! Il nous semble que ces chiffres en disent plus long que toutes les dissertations possibles.

Et tous les petits soins que le médecin inspecteur a appris à donner aux enfants a développé chez les nourrices des facultés d'affection que l'insouciance laissait endormies. Car Aristote l'a dit : on aime les gens non en proportion des services qu'ils vous rendent, mais en proportion des services qu'on leur rend.

Enfin, avant de terminer ce chapitre, nous sommes heureux de constater que, depuis quelques années, la Loi Roussel commence à être appliquée sérieusement dans les bureaux de placement, ces marchés de l'industrie

nourricière. Voilà dix ans, on y acceptait toutes les nourrices, sans s'occuper de l'âge de leur enfant, ni de la façon dont celui-ci, resté en province, était nourri. La Préfecture de police ne s'en inquiétait pas davantage, et dans les départements on ne sévissait que très exceptionnellement, de sorte que l'on pouvait donc considérer les prescriptions légales comme lettre morte. M. le professeur Pinard a raconté à l'Académie de médecine, qu'en 1893, ayant visité avec M. Henri Monod, directeur de l'Assistance et de l'Hygiène en France, les principaux bureaux de placement de Paris, toutes les nourrices qu'ils avaient vues étaient en violation de la loi. « L'enfant le plus âgé, dit-il, que nous ayons rencontré, avait trois mois ; il y en avait qui étaient nés depuis trois semaines. Aucun ne devait être allaité au sein. Quelques nourrices n'avaient pas de certificats et d'autres en avaient de faux ! »

A une circulaire que M. le ministre de l'Intérieur avait adressée aux préfets le 27 octobre 1894 pour prescrire l'application rigoureuse de la loi, le Préfet de police répondit que son exécution était absolument impossible et que le mieux était de maintenir le *statu quo*, c'est-à-dire de continuer à fermer les yeux. Le Comité supérieur de la Protection des enfants du premier âge fut consulté, et s'inspirant du rapport du docteur Josias, M. le président du Conseil adressa au préfet de Police, le 27 juillet 1901, une lettre confirmant cette précédente circulaire, et en ordonnant son application immédiate. Les nourrices durent donc être en règle avec la loi et le résultat ne se fit pas attendre. Pour le département de

la Seine, ainsi que l'a dit M. le professeur Pinard, à partir du mois d'août le nombre des nourrices diminua par mois de 56 à 112 unités, et à la fin de l'année 1901 cette diminution était de 22 $\%$, et depuis, elle ne s'est pas arrêtée.

Et c'est autant de pauvres petits qui ont pu ainsi continuer à prendre le sein de leur mère, c'est-à-dire qui ont été préservés de tous les dangers auxquels ils auraient été exposés, nous dirons même de la mort, le plus souvent.

Améliorations susceptibles d'être apportées

à la Loi Roussel

La Loi Roussel, telle qu'elle est, a donc produit des résultats incontestables, et, encore une fois, nous ne saurions trop rendre hommage à son auteur. Cependant, il faut bien reconnaître qu'on y rencontre quelques lacunes, sur lesquelles nous allons maintenant insister, après beaucoup d'autres, il est vrai, et plus autorisés que nous, mais on ne saurait trop revenir sur cette grande question qui a pour but d'améliorer le sort des tout petits.

Et d'abord, nous demandons de toutes nos forces la suppression dans la Loi des mots « moyennant salaire ». C'est, selon nous, le grand point faible, car cela permet de tourner constamment la loi. Il n'y a, en effet, qu'à déclarer que la personne qui se charge de l'enfant, la grand'mère presque toujours dans ce cas, ou une parente plus ou moins rapprochée, n'exige aucune rétribution,

pour que le nourrisson ne soit pas protégé. Il n'y a pas moyen naturellement de prouver le contraire. Et ce serait véritablement bien mal connaître le caractère du paysan, que de croire que, même la grand'mère se chargera d'élever l'enfant de sa fille, sans en tirer un bénéfice. Bien heureux encore quand ce ne sont pas, comme nous l'a raconté très exactement M. Brioux, dans « les Remplaçantes », les parents qui poussent leur fille à se placer comme nourrice afin d'avoir une petite rente de plus, procurée par l'enfant qu'on leur laissera. De même, si la mère est morte ou disparue, la grand'mère ou la parente qui aura l'enfant ne sera pas salariée, et par conséquent ne sera pas assujettie à la loi. A première vue, il ne semble pas qu'un enfant élevé par sa grand'mère ait besoin d'être protégé par la loi. Eh bien, justement, à la campagne du moins, ce sont surtout ces gardeuses qui devraient être surveillées, car c'est chez elles qu'on rencontre principalement tous les préjugés que nous avons énumérés dans le chapitre précédent, et qui sont si préjudiciables à la santé de l'enfant. Par conséquent, il est nécessaire que tout enfant qui est placé en nourrice, sevrage ou garde, que ce soit ou non avec une rétribution, soit, de droit, soumis à la protection instituée par la loi. C'est à ce prix que les femmes, auxquelles pèsent encore les visites des médecins inspecteurs, ne voyant dans les obligations que la loi leur impose que des formalités administratives et ne discernant pas que c'est la vie de leur enfant qu'on veut conserver, ne pourront plus désormais esquiver cette bienfaisante surveillance.

Nous proposerons également une autre suppression : c'est celle des Commissions locales. Sauf dans les grandes villes, elles sont complètement inutiles, et la meilleure preuve, c'est qu'elles n'existent pas la plupart du temps. C'est un rouage administratif qui ne nous paraît pas avoir de raison d'être. L'ingérence du maire de la commune serait bien suffisante, et encore, dans bien des cas et pour des motifs multiples, elle sera nulle ou inefficace. Le meilleur encore, selon nous, serait de donner plus d'autorité au médecin inspecteur, qui doit avoir la haute main dans cette protection de l'enfance, et c'est lui, mieux que tout autre, qui sait ce qui doit être fait médicalement et même administrativement. Il ne doit dépendre que de son savoir et de sa conscience, et il ne faut pas que des incompetents viennent enrayer ses actes, contrôler ses prescriptions, commenter ses précautions hygiéniques.

Le certificat médical, exigé de toute femme qui veut prendre un enfant en nourrice, sevrage ou garde, est la première formalité qui doit être remplie, et celui du maire ne doit venir qu'en second lieu. Malheureusement, dans la pratique, c'est tout le contraire qui arrive, et c'est là une grave erreur. Voilà comment les choses se passent d'habitude : des parents veulent-ils placer leur enfant en nourrice, une femme part-elle comme nourrice sur lieu, ou se place-t-elle comme domestique, on commence alors par chercher la nourrice ou la personne qui voudra bien se charger de l'enfant. Le choix est fait, sans s'occuper si la nourrice est plus ou moins bonne, si l'ha-

bitation réunit toutes les conditions de salubrité et de propreté désirables. Le prix, plus ou moins élevé, qu'on demandera, sera, le plus souvent, la considération qui aplanira toutes les difficultés. L'enfant est alors installé chez la nourrice ou la gardeuse ; quelques jours plus tard on avertira la mairie, et le médecin inspecteur n'interviendra que plus ou moins longtemps après. Nous n'aurons pas besoin d'insister sur ce qu'a de vicieux cette manière de faire. C'est celui qui devrait pouvoir opposer son veto, s'il y a lieu, qui est consulté le dernier, tandis que, si on était venu le trouver avant, il aurait pu, bien souvent, donner de sages conseils aux parents, les guider dans leur choix. Quand une fois le nourrisson est installé, il est bien difficile, sauf dans des cas d'absolue nécessité, de refuser le certificat.

C'est le devoir des maires de faire observer aux parents qu'ils n'ont pas commencé par où ils auraient dû, et même de ne leur donner leur certificat que sur la présentation de celui du médecin, mais c'est ce que, il faut bien le dire, bien peu font.

Et d'ailleurs, pour nous, ce certificat, délivré par le maire, ne devrait contenir que des déclarations d'ordre purement administratif, car pour ce qui concerne la salubrité, la propreté de la maison et la façon dont les nourritures antérieures, s'il y a lieu, ont été conduites, cela devrait rentrer dans le cadre du certificat médical, car les médecins sont plus aptes à juger ces choses que la plupart des maires des petites communes. Ces derniers se montrent de plus, beaucoup trop indulgents dans leur délivrance ; ils font passer avant tout l'idée d'être agréa-

bles à leurs administrés, et appréhenderaient l'occasion de leur déplaire en leur refusant un simple certificat.

Quant au certificat médical, il devrait être uniquement donné par le médecin inspecteur de la circonscription, et pour expliquer sa délivrance par un médecin étranger au service, il ne faudrait admettre que le cas de force majeure où le médecin inspecteur serait malade et incapable de remplir ses fonctions. Le médecin inspecteur connaît d'habitude son monde, et a vu, entre autres, la façon dont la femme a fait ses nourritures antérieures ; il sait si elle n'a pas d'infirmités ou de maladies contagieuses, si elle est vaccinée ; il sait tout ce qu'on doit comprendre sous cette affirmation que la femme remplit les conditions désirables pour élever un enfant au biberon ou au sein. Si, donc, il croit devoir refuser un certificat à une nourrice, c'est qu'il a de bonnes raisons, et il ne faudrait pas que cette femme pût, moyennant 3 ou 5 francs, l'obtenir chez un confrère voisin, généralement mal renseigné et dont l'indifférence déterminera, le plus souvent une catastrophe.

Nous ne voulons pas abandonner cette question des certificats, sans parler d'un vœu émis par M. le professeur Fournier, et qu'ont également voté les membres du Congrès de Bordeaux : Pourquoi n'y aurait-il pas réciprocité de garanties pour la nourrice et pour l'enfant ? C'est une chose qui semble assez logique, car malheureusement les exemples sont trop nombreux de femmes qui partent avec une santé florissante, et qui, contaminées par leur nourrisson, reviennent dans un état lamentable et sèment le mal dans leur famille.

Et nous ne voulons pas viser seulement la syphilis, mais aussi la tuberculose.

Nous citerons, par exemple, le cas suivant, que nous empruntons à un des rapports adressés à la Société Protectrice de l'Enfance, par le docteur Dupont, de Nogent-sur-Vernisson (Loiret) :

« Dans l'une de mes communes, dit-il, habite une femme veuve avec sa fille (mère) et deux enfants, l'une et l'autre sont pourvues d'un nourrisson. Total : six personnes dans une chambre. Le 18 décembre dernier, je trouve comme nouvel habitant de la maison, un enfant de 11 mois, de l'apparence la plus misérable, blême, les chairs flasques, avec une toux fréquente et une fièvre continue. La poitrine étant chargée, on a cru devoir lui administrer un vomitif, dont le résultat copieux s'est répandu sur les linges à portée des autres enfants, ou sur le sol, où ces derniers laisseront tomber et ramasseront ensuite le morceau de pain de la collation. A mes questions que répond-on ? Que c'est un nourrisson qui revient de Paris, par connaissance, et qu'il n'est point étonnant qu'il soit malade, puisque sa mère vient de mourir... poitrinaire ! »

Nous rapportons cet exemple parce qu'il nous a paru typique, mais hélas il est certain que bien peu de médecins pourraient dire qu'ils n'en ont pas rencontré de semblables dans leur carrière.

Aussi nous semblerait-il désirable que toute mère qui a recours au bureau de placement pour se procurer une nourrice au sein pour son enfant, ou qui place son enfant au sein en dehors de chez elle, fût tenue de produire un

certificat médical, du médecin de la famille, par exemple, spécifiant que le nourrisson n'est et ne peut être suspect d'aucune affection susceptible de contamination.

Nous savons que cette proposition est d'une application difficile, car beaucoup de mères ne voudront pas se soumettre à cette visite médicale qu'elles considéreront comme dégradante, mais en admettant que l'exigence de ce certificat empêche quelques mères de prendre une nourrice, où serait donc le mal ?

Nous n'avons pas l'intention d'entreprendre ici le procès des Remplaçantes, mais on nous permettra de nous élever avec force contre ces mères de famille qui, ayant uniquement en vue la continuation de leurs plaisirs ou de leurs occupations, ou encore parce qu'il est très bien porté d'avoir une nourrice avec de grands rubans, n'hésitent pas à avoir recours à une étrangère pour donner à leur enfant l'aliment indispensable à sa vie. Ces mères, qui se rencontrent hélas si souvent, ne sont pas dignes de porter ce nom. Qu'elles songent que le premier sourire de leur enfant n'ira pas à elles mais à cette mercenaire ; qu'elles réfléchissent à toutes les conséquences désastreuses dont elles peuvent être causes et pour leur enfant et pour celui de la nourrice ; qu'elles se pénètrent enfin de cette phrase si juste de notre maître, M. le professeur Gaucher : « Toute famille qui prend une nourrice commet un vol toujours, un assassinat souvent. »

Nous arrivons au fameux article 8, cet article qui a soulevé tant de discussions, d'après lequel toute femme qui veut se placer comme nourrice sur lieu, ne peut le

faire qu'à la condition que son enfant soit âgé de 7 mois révolus, ou que, s'il est plus jeune, elle le confie à une nourrice qui l'élèvera au sein.

Notre maître, M. le professeur Pinard, a, dans la séance de l'Académie de médecine du 24 mars 1903, magistralement démontré que le mutiler, en abaissant à 5 mois la limite permettant à la nourrice de laisser son propre enfant pour partir vendre son lait, c'était supprimer un des plus grands bienfaits de la loi, et, est-il besoin de le dire, il a gagné sa cause.

C'est bien le moins, en effet, que l'enfant ait le lait de sa mère pendant sept mois, et au lieu de diminuer ce temps minimum fixé par la loi, on devrait songer à réprimer sévèrement les infractions qui se font encore trop souvent. Nous, qui habitons dans un pays où est développée au plus haut point cette industrie nourricière, nous n'avons qu'à regarder et nous en voyons les tristes résultats. Que de pauvres petits êtres robustes, superbes au départ de leur mère, sont, quelques mois après, conduits au cimetière !

Tout ce qui éloigne l'enfant de la mère le met en état de souffrance et en danger de mort, a dit justement M. Théophile Roussel. Que de mères, au moment où leurs enfants vont s'établir, sont navrées de n'avoir rien à leur donner ! Mais au moins qu'elles leur donnent, quand ils naissent, ce qui est en leur pouvoir, leur lait, qui vaut plus que n'importe quelle richesse, puisque c'est lui qui les empêchera de mourir ! Et, du moins, qu'elles le leur donnent aussi longtemps qu'il leur est nécessaire, en un mot que ce chiffre de sept mois ne soit pas un terme qu'on

ne dépasse pas, et qu'on attend avec bonheur, mais qu'elles aillent même au-delà, et se disent que c'est le seul moyen de conserver leur enfant à la vie. Car, alors même qu'elles laisseraient ce cher petit être à une autre femme qui le nourrirait au sein, cela ne remplacerait pas le lait de la mère.

Et qu'il nous soit permis, à ce propos, de faire remarquer avec quelle raison M. le professeur Pinard a demandé la suppression de cette intromission dans la loi, de cette femme qui nourrit au sein l'enfant de la nourrice qui va partir. **Ces femmes, en effet, ne sont nourrices au sein que de nom, que sur le papier,** afin de permettre à la nourrice de s'en aller avec des certificats en règle, qui lui permettront de se placer. On la présente bien au maire et au médecin cette femme qui doit nourrir au sein l'enfant, mais c'est une simple comparse, car il y a longtemps qu'il est décidé que c'est la grand'mère ou la tante qui élèvera au biberon le pauvre petit.

Nous voudrions donc qu'on exige que toute personne qui prend une nourrice sur lieu, au bureau de placement ou par connaissance, en fasse la déclaration à la mairie de sa résidence, et donne l'état-civil de cette nourrice et celui de la femme qui allaite l'enfant de cette dernière ; on transmettra cet avis immédiatement à la mairie de la commune qu'habitait cette femme, et on fera une enquête pour voir si la loi est bien observée, et, dans le cas contraire, on donnera une amende et à la nourrice, et à sa complice, et à celui qui l'aura prise à son service.

De cette façon, au moins, obtiendrait-on l'application de cet article 8 qui est si souvent esquivé, surtout

en ce qui concerne les nourrices qui se placent par connaissance.

Il est vrai que cette obligation est surtout difficile à respecter par les filles-mères. La femme mariée qui quitte son ménage pour aller se placer comme nourrice sur lieu, dans la majorité des cas, ne le fait pas par nécessité absolue. Elle abandonne son mari, son ou ses enfants, mais c'est pour rapporter au pays, un an ou un an et demi après, une somme assez ronde, avec laquelle on paiera l'arriéré, ou qui aidera à acheter une petite maison. Le but est uniquement un but de bénéfice, modeste à la vérité, mais néanmoins réel. En est-il bien de même pour les filles-mères ? Quelquefois oui, mais, le plus souvent, ce n'est pas le mobile absolu. Voici comment le cas se présente, à la campagne du moins : la fille était placée comme domestique dans une ferme, elle apportait ses gages dans sa famille chaque année, ou les plaçait pour assurer son avenir ou dans le but d'avoir un peu d'argent quand elle se marierait. Dans une promiscuité continuelle avec les ouvriers de la ferme, un jour elle a failli, souvent trompée par les promesses de son séducteur. Elle devient enceinte et vient faire ses couches dans sa famille, souvent chez des parents âgés et misérables. Le secours mensuel de 12 à 18 francs qu'elle va toucher alors va-t-il lui permettre de vivre, elle et son enfant ? Non, assurément ; et pourtant, malgré tout son bon vouloir et tout son courage, il lui est impossible de travailler ; elle a déjà bien assez à faire en élevant et soignant son enfant, lavant le linge etc. Dans ces conditions, elle est en butte aux reproches

continuels et mérités de ses parents, dont elle est venue, par sa faute, augmenter le dénuement. Alors elle songe à partir comme nourrice ; la grand'mère gardera l'enfant qu'elle nourrira au biberon ; la mère enverra ses gages pour faire face aux dépenses nouvelles. Lui sera-t-il possible d'attendre, pour partir, que son enfant ait atteint sept mois ? Non, assurément. Alors, elle s'en ira avant, se mettant en contravention avec la loi, et l'autorité fermera les yeux. Et comme on le voit, cette femme est excusable jusqu'à un certain point.

Quel est donc le remède à cela ?

C'est la mise à exécution du vœu que M. le professeur Pinard a proposé et fait adopter par l'Académie de Médecine, à la séance du 24 mars 1903 : c'est qu'on leur accorde un secours suffisant pour qu'elles puissent vivre, elles et leur enfant, et ne soient pas forcées de chercher ailleurs que chez elles, les moyens d'existence.

Reste maintenant à définir le rôle du médecin, car il faut bien l'avouer, il arrive que quelquefois c'est lui qui aide à tourner la loi, soit pour rendre service à la femme qui veut partir, soit pour faire plaisir à la cliente influente qui ne veut pas d'un lait vieux de sept mois. Nous aimons à reconnaître que cela se produit rarement, car c'est le médecin, plus que tout autre, puisqu'il sait les dangers auxquels sera exposé le pauvre petit être qu'on va sacrifier, qui doit veiller à ce que cet article soit appliqué, et la plupart font passer leur devoir professionnel avant leur intérêt particulier.

Cependant, pour éviter l'apparition de ces faits si regrettables à tous les points de vue, il faudrait qu'une

pénalité spéciale fût instituée contre ces médecins aussi peu scrupuleux.

Ne pourrait-on pas, par exemple, leur infliger une amende assez importante, si, après enquête sérieuse, ils étaient convaincus d'avoir été les complices de la fraude ?

Nous arrivons maintenant à une question particulièrement intéressante, nous voulons parler des honoraires dûs aux médecins, en cas de maladies de l'Enfant Protégé.

Il est étrange, en effet, que la loi de Protection qui, du jour où l'enfant est confié à des mains mercenaires, le soumet à une étroite surveillance, afin qu'il puisse recevoir les soins convenables et soit placé dans les meilleures conditions hygiéniques, ne s'occupe plus de lui, le jour où la maladie l'atteint.

Dans les campagnes, les nourrices croient, ou feignent de croire que le médecin inspecteur doit alors les soins aux nourrissons.

C'est ainsi que, pendant que nous remplacions notre père, il nous est arrivé plusieurs fois d'être appelé auprès d'Enfants Protégés, et lorsque, après la visite médicale, nous avertissions la nourrice qu'elle nous devait un voyage, elle ou plutôt les parents de l'enfant, elle se récriait, disant qu'elle croyait que le médecin inspecteur était rétribué pour cela par le département ou par l'Etat, et que, si elle avait su cela, elle aurait préféré faire venir le médecin le plus proche dont le voyage aurait coûté moins cher.

Il y a là une lacune qu'il faut combler.

Il est vrai que la loi dit que les maires ont le droit de réquisitionner le médecin inspecteur, mais il faut bien avouer qu'ils ne le font jamais ou presque jamais, parce que cette visite est, alors payée par la commune ou le département, et ils ne veulent pas compromettre les finances de leur pays. Aussi, qu'arrive-t-il le plus souvent? Ou bien la nourrice, sachant que c'est à elle ou aux parents de son nourrisson de payer le voyage, ne fait appeler le médecin que le plus tard possible, lorsque sa thérapeutique est déjà impuissante à sauver le pauvre petit, ou bien, et c'est le cas le plus fréquent, le médecin doit renoncer à jamais se faire payer le ou les voyages qu'il a faits.

On conviendra cependant que, malgré tout le dévouement dont il est capable, il est inadmissible que le médecin fasse ainsi de très longues courses, qui, souvent, lui en font manquer d'autres pour sa clientèle privée.

On pourrait, il nous semble, pour remédier à cet état de choses, exiger de tout chef de famille, qui vient faire à la mairie la déclaration prescrite par l'article 7, une petite provision pour les soins médicaux que nécessiteront les maladies de son enfant, 20 francs par exemple. Toutes ces petites sommes, réunies au chef-lieu du département où est placé le nourrisson, formeraient certainement un dépôt suffisant pour acquitter les droits des médecins, en cas de maladies des Enfants Protégés. Si, après enquête, il était reconnu que ce chef de famille est incapable de verser cette somme, son nourrisson serait alors inscrit d'office sur les listes de l'Assistance médicale.

Enfin, pour terminer ces quelques propositions relatives à l'amélioration de cette loi protectrice, nous nous permettrons de demander deux choses :

C'est d'abord qu'il y soit inscrit la défense absolue aux pharmaciens de vendre des biberons à tube, et même l'interdiction de leur fabrication. Malgré qu'en général ils aient à peu près disparu, grâce aux recommandations incessantes des médecins inspecteurs, ainsi que nous le constatons avec plaisir dans le chapitre précédent, il y a cependant encore des nourrices qui s'entêtent à ne pas vouloir s'en séparer; ce sont celles-là qui ont les deux biberons dont nous avons parlé, celui de l'inspecteur, et celui qu'elles donnent à l'enfant les jours ordinaires.

Enfin, nous voudrions que la loi fit mention, à défaut de la stérilisation du lait, qui est, ainsi que nous l'avons dit, bien difficile à obtenir dans les campagnes, de son ébullition, pour les enfants élevés au biberon. C'est une pratique qui tend à se généraliser, grâce aux médecins inspecteurs, comme nous l'avons également dit en énumérant les résultats obtenus depuis l'application de la loi, mais certainement, s'il y avait un article qui exige cette condition pour qu'une femme soit autorisée à prendre un enfant au biberon, il nous semble que tous ne pourraient que s'en trouver bien. Plus les ordres viennent de haut, plus ils ont des chances d'être exécutés.

Enfin nous voudrions appeler l'attention sur une question qui ne fait pas partie de la Loi Roussel, mais qui

regarde également la Protection de l'Enfance : nous voulons parler de la façon dont se font les voyages des nourrices avec leurs pauvres enfants, soit qu'elles aillent au bureau de placement avec le leur, afin de le montrer à leurs futurs maîtres, soit qu'elles ramènent au pays celui qu'on leur a confié.

Ces femmes s'embarquent dans un wagon de 3^e classe, et souvent leur billet ne leur donne pas droit aux trains express ; force leur est donc de prendre place dans les omnibus, qui, outre qu'ils mettent un temps notablement plus long, se composent presque toujours de voitures anciennes, qu'on utilise ainsi en attendant qu'elles soient tout à fait hors de service. Les voilà donc installées tant bien que mal avec leur nourrisson, étouffant en été, gelant en hiver. Naturellement, le pauvre petit gêne les autres voyageurs ; quelques-uns ouvrent les fenêtres, occasionnant un courant d'air qui pourra lui être fatal ; d'autres fument, sans se soucier de l'air vicié qu'ils font ainsi pénétrer dans les poumons de leur petit compagnon de route.

Est-il étonnant que ces pauvres enfants se ressentent d'un tel voyage, et souvent succombent après leur arrivée ?

Aussi, nous semble-t-il absolument nécessaire que les Compagnies de chemins de fer accordent la demi-place en 2^e classe aux nourrices et leur réservent un wagon spécial, tout comme on en attribue un aux damesseules. Tout le monde y gagnera : les voyageurs ordinaires, qui ne seront plus incommodés par les cris, peu agréables, en effet, des nourrissons, et ces derniers, qui pourront accomplir un voyage, déjà très peu favorable en lui-

même, dans les meilleures conditions possibles. Et les Compagnies de chemins de fer pourront se féliciter d'avoir fait une bonne action, en apportant leur part à la Protection de l'Enfance.

CONCLUSIONS

En un mot, la loi Roussel est une œuvre géniale qui sauve chaque année des milliers d'existences, et depuis qu'on tient la main à sa plus stricte observation, les résultats sont véritablement merveilleux.

Cependant on y trouve encore quelques lacunes qui pourraient être comblées par les moyens suivants :

1° Suppression dans les différents articles des mots « moyennant salaire » qui permettent la fraude ;

2° Suppression des commissions locales, qui sont inutiles, et extension de l'autorité du médecin inspecteur ;

3° Le certificat médical doit être donné avant celui du maire, faire mention que la femme remplit toutes les conditions désirables pour élever un enfant, et délivré uniquement par le médecin inspecteur de la circonscription ;

4° Certificat de protection de la nourrice contre son nourrisson ;

5° Obligation absolue que l'enfant de la femme, qui va

partir comme nourrice sur lieu, soit nourri au sein pendant au moins sept mois, et, comme moyen de contrôle, déclaration du chef de famille qui prend une nourrice, de l'état-civil de cette dernière et de l'état-civil de celle à qui elle a laissé son propre enfant, avec amendes aux trois si la loi n'a pas été strictement observée. Et pour aider l'application rigoureuse de cet article, secours pécuniaires plus forts aux filles-mères dénuées de ressources pour elles et leur enfant. — Pénalité spéciale contre les médecins qui prêtent les mains à la non-observation de l'article 8 ;

6° Honoraires des médecins, en cas de maladies des Enfants Protégés, assurés par un versement exigé de tout chef de famille qui met son enfant en nourrice, en servage ou en garde, et, dans le cas de misère reconnue, inscription d'office du nourrisson sur les listes d'assistance médicale ;

7° Introduction dans la loi de la défense de vendre, et même de fabriquer des biberons à tube ;

8° Spécifier dans la loi que nulle ne sera admise à élever un enfant au biberon si elle ne se sert pas de lait bouilli.

On nous pardonnera d'être revenu avec tant d'insistance sur des choses qui ont déjà été dites bien des fois, mais la noblesse du but est un sûr garant de l'accueil qui sera fait à notre travail.

Et on ne nous accusera pas de vouloir aggraver la loi, car, ainsi que l'a dit M. le professeur Pinard, une loi

bienfaisante comme la loi Roussel ne peut pas être aggravée.

Mais nous voudrions encore la voir améliorée, et c'est pour cela que nous ajoutons notre voix aux autres, plus autorisées, qui nous ont déjà précédé.

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
ERN. GAUCHER.

Vu : LE DOYEN,
M. DEBOVE

Vu et permis d'imprimer :

LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
L. LIARD.

